

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

L'IFAC et l'ICAEW publient le 1^{er} opus d'une initiation à la lutte contre le blanchiment de capitaux

L'IFAC et l'ICAEW mettent en ligne la première partie de leur série pédagogique, intitulée «Anti-Money Laundering: The Basics educational series », qui propose une introduction au blanchiment de capitaux à l'attention des professionnels comptables : «Installment 1: Introduction to Anti-Money Laundering for Professional Accountants».

Cette publication fait partie d'une mini-série éducative sur six mois aux fins de sensibiliser les professionnels comptables à la façon dont fonctionne le blanchiment d'argent, aux risques auxquels il les expose et aux mesures qu'ils peuvent prendre pour atténuer ces risques et apporter une contribution positive à l'intérêt général. Cette série, axée sur l'accessibilité et la facilité d'utilisation, constituera une précieuse ressource à la disposition des Petits et moyens cabinets (SMP) et des professionnels comptables peu familiarisés avec la lutte contre blanchiment, tout en proposant des indications permettant un bref rappel de connaissances ou de références.

Basée sur l'approche par les risques retenue par le Groupe d'Action financière (GAFI), la série «Anti-Money Laundering: The Basics» figurera sur les sites respectifs de l'IFAC et de l'ICAEW et sera téléchargeable gratuitement. Il s'agit de la dernière parution de l'IFAC en rapport avec son engagement permanent en vue de promouvoir la lutte contre le blanchiment de capitaux. Elle fait suite à son Point de vue sur la lutte contre la corruption, [Point of View on fighting corruption and money laundering](#), ainsi qu'au rapport publié conjointement avec CPA Canada sur la «Transparence de la propriété effective : le référentiel mondial et les points de vue de la profession comptable», [Beneficial Ownership Transparency](#) (Cf. la revue hebdomadaire de la DIPAC du 21 au 29 mai 2020).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 11 septembre 2020

Conseil international des normes pour le secteur public (IPSASB)

Le président de l'IPSASB reconduit pour un troisième mandat

L'IPSASB annonce la reconduction pour un troisième mandat de quatre ans de son président indépendant, Ian Carruthers, qui poursuivra ses efforts au sein de l'IPSASB en vue de produire des normes de reporting financier de qualité élevée pour le secteur public et, partant, pour améliorer la gestion des finances publiques au niveau mondial. Au cours des quatre prochaines années, il continuera de mener l'ambitieux programme de normalisation inscrit à l'agenda de l'IPSASB, tout en demeurant réactif aux besoins émergents des parties prenantes et en maintenant l'élan actuel de mise en application. Ian Carruthers a été initialement nommé président de l'IPSASB en 2016. Son mandat actuel s'achève en 2021 et il est reconduit pour un mandat final s'achevant le 21 décembre 2024.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse – 22 septembre 2020

MONITORING GROUP

Vers un renforcement du dispositif international de normalisation de l'audit et de la déontologie

Le Monitoring Group* a publié en juillet 2020 un ensemble de recommandations destinées à améliorer le dispositif international de normalisation de l'audit, à savoir le processus d'élaboration et de publication, dans l'intérêt général, de normes internationales d'audit, d'assurance et de déontologie pour la profession comptable. Ces recommandations sont organisées suivant quatre catégories :

- responsabilité, supervision de l'intérêt du public et gouvernance ;
- objectif, structure et processus de normalisation ;
- financement ;
- transition.

* Ndlr : Le Monitoring Group est composé d'un ensemble d'institutions financières et d'autorités de réglementation internationales et notamment : l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) ; le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) ; la Commission européenne (CE) ; le Conseil de stabilité financière (CSF) ; l'International Association of Insurance Supervisors (IAIS) ; le Groupe de la Banque mondiale (GBM).

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Accountancy Europe - Audit Policy - 18 septembre 2020

ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE VALEURS (OICV)

L'OICV propose des mesures pour résoudre les conflits d'intérêts lors d'une levée de fonds propres

L'OICV publie la version définitive de ses recommandations visant à aider ses membres à résoudre les conflits d'intérêts potentiels et les risques associés auxquels les intermédiaires de marché peuvent être confrontés dans le cadre du processus de levée de fonds propres. Les recommandations de l'OICV visent également à répondre à des préoccupations spécifiques exprimées par certains régulateurs pendant la crise liée à la pandémie de COVID-19.

Le rapport explore également les avantages et les risques potentiels de la technologie Blockchain dans le cadre du processus de mobilisation de fonds propres.

Enfin, il décrit les étapes clés du processus de levée de fonds et identifie les points où le rôle des intermédiaires peut donner lieu à des conflits d'intérêts.

Le guide reprend les huit mesures présentées dans le document consultatif initial, plus une neuvième pour répondre aux préoccupations spécifiques ayant émergé de la crise liée à la pandémie.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

OICV - Communiqué de presse - 21 septembre 2020

ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

ACE publie un nouvel opus de SME Update

ACE met en ligne le numéro de SME Update daté de juillet-septembre 2020, contenant les principaux développements intervenus dans l'Union européenne et au niveau international en lien avec les professionnels comptables au service des petites et moyennes entreprises, et notamment :

- la convention de collaboration entre ACE et l'EUIPO en vue de soutenir les PME s'agissant des questions de propriété intellectuelle (Cf. infra) ;
- l'appel à candidatures lancé par la Commission européenne en vue de siéger à un nouveau groupe d'experts sur les PME ;

- une nouvelle initiative de la Commission européenne visant la mise en place d'un référentiel sur l'insolvabilité ;
- la publication par la Commission européenne d'un plan d'action UMC, qui énumère les mesures que la Commission va initier au cours des prochaines années afin d'encourager l'intégration des marchés de capitaux ;
- la publication par le groupe centriste au Parlement européen, Renew Europe, d'un document de politique mettant en évidence les engagements envers les PME ;
- la décision de la Cour européenne de justice d'évaluer le soutien apporté par l'Union européenne en vue d'aider les PME à accéder aux marchés internationaux ;
- la publication par l'ACCA d'un rapport soulignant le rôle crucial des petits et moyens cabinets auprès des PME (Cf. infra Rubrique L'actualité par pays).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe - SME Update - 24 septembre 2020

L'EU IPO et ACE s'unissent au service des PME

L'Office de propriété intellectuelle de l'Union européenne (EUIPO) et ACE s'unissent pour proposer des conseils et promouvoir auprès des PME les atouts de l'enregistrement de la propriété intellectuelle. Grâce à leur collaboration, les membres d'ACE, dont une grande partie sont des petits et moyens cabinets, tireront profit des connaissances, des outils et des ressources de la propriété intellectuelle, ce qui leur permettra en retour de mieux guider leurs clients PME dans la bonne direction.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe - Communiqué de presse – 24 septembre 2020

ACE se félicite de la coopération des cinq organismes dédiés au reporting durable

Pour ACE, la Déclaration conjointe publiée le 11 septembre 2020 par le CDP, le CDSB, la GRI, l'IIRC et le SASB constitue une étape cruciale sur la voie du reporting d'information non-financière. Il s'agit d'une initiative, très attendue et sans précédent, visant la collaboration entre les cinq chefs de file en matière de développement durable et de reporting intégré.

ACE encourage les parties prenantes travaillant ensemble à promouvoir un reporting non-financier comparable et uniforme et compte sur l'Union européenne pour proposer une solution de reporting unique, tout en prenant acte des étapes intermédiaires qui pourront être nécessaires pour y parvenir. En décembre 2019, dans un document de réflexion intitulé «Interconnected Standard Setting for corporate reporting», ACE introduisait neuf critères et les appliquait à quatre approches possibles de normalisation interconnectée pour le reporting d'entreprise.

Selon ACE, cette déclaration de coopération fait écho à la nécessité d'un changement du système et souligne combien il peut être complexe de refléter les besoins des différents utilisateurs dans les informations figurant parmi l'information non financière. ACE continuera de mobiliser l'expertise de la profession européenne afin de faire progresser le débat mondial sur le reporting d'entreprise.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe – Communiqué de presse - 23 septembre 2020

Accountancy Europe publie un nouvel Audit Policy Update

Accountancy Europe met en ligne un nouvel opus de sa publication, récurrente, Audit Policy Update, couvrant le mois de septembre 2020. Dans ce numéro, ACE évoque notamment :

- le document de la Commission européenne faisant état des réponses à la consultation publique autour de la directive Reporting non-financier (Cf. infra rubrique Commission européenne) ;
- le Brexit et les règles de l'Union européenne relatives à l'audit légal ;
- le nouveau document de l'IAASB sur la fraude et la continuité de l'exploitation ;
- les résultats des inspections d'audit effectuées par le FRC britannique (Cf. infra Royaume-Uni);

- les conclusions de l'autorité néerlandaise des marchés financiers sur l'amélioration de la qualité de l'audit. (Cf. infra Pays-Bas).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe - Audit policy - 21 septembre 2020

Nouveau podcast d'ACE sur la lutte contre le blanchiment de capitaux

ACE publie un nouvel opus de sa série de podcasts, intitulée «Because people count», consacré à la lutte contre la criminalité au sein de l'Union européenne. Angela Foyle, présidente de la Commission Lutte contre la criminalité financière d'ACE, y rappelle que la présidente de la Commission européenne a posé la lutte contre le blanchiment de capitaux comme la première priorité. Angela Foyle explique les raisons d'être du plan d'action engagé par la Commission européenne, ainsi que le contexte de lutte contre le blanchiment et les implications du blanchiment de capitaux pour les marchés financiers européens du point de vue de l'Union européenne.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe - Communiqué de presse - 18 septembre 2020

ACE soutient la Révision de la Directive sur le reporting non financier

En février 2020, la Commission européenne a initié la révision de la directive sur le reporting non-financier. A l'origine de cette consultation, les constats suivants :

- les informations non financières qui sont présentées ne sont ni assez fiables, ni assez comparables pour les investisseurs et la société civile ;
- les entreprises ne présentent pas toutes les informations non financières que les utilisateurs jugent nécessaires et les entreprises présentent des informations que les utilisateurs considèrent comme non pertinentes ;
- certaines entreprises omettent de présenter des informations non-financières ;
- la présentation des informations non-financières reste parfois peu explicite pour les investisseurs qui peinent à localiser les informations dont ils ont besoin.

ACE met en ligne ses commentaires sur la feuille de route proposée par la Commission européenne concernant les obligations incombant à certaines entreprises de publier des informations non financières. ACE énonce les orientations à suivre par la Commission européenne pour transformer les menaces en opportunités d'amélioration. ACE soutient les efforts déployés par la Commission en vue de promouvoir une transition durable parmi les petites entreprises et prône la mise en place sur une base volontaire d'un référentiel Information non-financière, INF, adapté.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Accountancy Europe - Communiqué de presse - 18 septembre 2020

AUTORITE BANCAIRE EUROPEENNE (ABE)

L'ABE enquête sur les pratiques de reporting ESG

L'ABE a lancé une enquête en ligne en vue de recueillir des informations des établissements de crédit concernant leurs pratiques et leur point de vue en matière de reporting sur les risques liés aux pratiques sociales, environnementales et de gouvernance (ESG). L'enquête, qui s'adresse aux principaux établissements de crédit bientôt tenus de publier des informations prudentielles sur les risques ESG, vise à étayer les travaux de l'ABE suite aux obligations fixées par le Pilier 3 de Solvabilité II (communication d'informations au public et aux autorités de contrôle). Elle servira par ailleurs à documenter les efforts plus larges de l'ABE en vue de développer un référentiel solide dans le domaine de la finance durable. Les réponses à cette enquête doivent parvenir d'ici le 16 octobre 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ABE - Communiqué de presse - 17 septembre 2020

La Commission présente sa dernière initiative en matière de finance numérique

La Commission européenne a adopté un nouvel ensemble de mesures sur la finance numérique, qui comprend des stratégies en matière de finance numérique et de paiements de détail, ainsi que des propositions législatives relatives aux crypto-actifs et à la résilience numérique. Ces mesures sont destinées à la compétitivité et l'innovation de l'Union européenne dans le secteur financier, et à faire de l'Europe une référence mondiale. Pour les consommateurs, il s'ensuivra plus d'options et de possibilités en matière de services financiers et de paiements modernes, dans un contexte de protection et de stabilité financière.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Nouvelle initiative en vue de l'union des marchés des capitaux

La Commission européenne présente une nouvelle initiative concernant l'union des marchés des capitaux, à un moment où il est plus important que jamais pour les entreprises, et notamment les PME, d'obtenir les financements dont elles ont besoin. La mise en place de marchés des capitaux vastes et intégrés permettra de faciliter la reprise, de soutenir la transition écologique et numérique, et de contribuer à créer une économie européenne plus inclusive et plus résiliente. Après avoir pris connaissance du rapport final du Forum publié en juin 2020 et de ses 17 recommandations, la Commission prépare désormais son nouveau plan d'action pour l'UMC, prévu fin septembre 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqués de presse - 24 septembre 2020

Le Brexit et les règles de l'Union européenne dans le domaine de l'audit légal

La Commission européenne a publié une notice à l'attention des parties prenantes décrivant les effets du Brexit dans le domaine de l'audit légal. A compter du 31 décembre 2020, soit à l'issue de la période transitoire, les règles européennes relatives à l'audit légal ne seront plus applicables au Royaume-Uni, avec des conséquences dans les domaines :

- de l'habilitation à effectuer des audits légaux dans l'Union européenne ;
- des obligations incombant aux cabinets d'audit (droits de vote, membres de l'organe administratif ou gestionnaire) ;
- de l'inscription d'auditeurs de pays tiers et des entités d'audit.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE Tax Policy - 21 septembre 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

ETATS-UNIS

La gouvernance d'entreprise en temps de pandémie

La supervision de la cybersécurité est une responsabilité fiduciaire clef des conseils d'administration et constitue une préoccupation majeure des entreprises. Les modifications de l'environnement de travail liées à la pandémie de COVID-19, et notamment le développement du télétravail, ont créé de nouveaux risques devant être gérés via la supervision du conseil d'administration qui doit saisir l'opportunité d'améliorer l'efficacité des pratiques de supervision de la cybersécurité.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Journal of Accountancy – 18 septembre 2020

PAYS-BAS

Selon l'AFM, les Big Four sont sur la bonne voie en matière de qualité de l'audit

Selon une nouvelle évaluation effectuée par l'Autorité des Marchés financiers néerlandaise (AFM) et focalisée sur les conditions préalables à une bonne qualité des audits légaux, les Big Four continuent d'améliorer la qualité de l'audit. L'AFM précise néanmoins que les sauvegardes doivent encore être renforcées, afin de détecter le plus en amont possible les problèmes affectant les audits légaux. L'AFM annonce également qu'elle va procéder en 2020 à une nouvelle campagne d'évaluation de la qualité parmi les six cabinets effectuant des audits d'entité d'intérêt public (PIE).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE Tax Policy - 21 septembre 2020

POLOGNE

La Pologne introduit de nouvelles règles de présentation de l'impôt sur les sociétés

Le Conseil des ministres polonais annonce un nouveau projet de loi modifiant les règles fiscales, dont l'un des principaux points est l'intention de demander aux grandes entreprises de publier des informations sur leur politique et leur stratégie fiscales, afin de renforcer le contrôle sur l'activité économique et sur les contributions des grandes entreprises opérant en Pologne.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ETAF - Lettre d'information hebdomadaire - 21 septembre 2020

ROYAUME-UNI

Les rapports d'audit étendus pas encore suffisamment informatifs

Un professeur de comptabilité de l'Université de Miami, Miguel Minutti-Meza, consacrera sa conférence à l'ICAEW le 14 octobre 2020 aux rapports d'audit étendus, pour signaler que nonobstant les efforts déployés par les régulateurs, les auditeurs et les entreprises pour faire des rapports étendus une réalité, il n'apparaît pas clairement si ces efforts ont amélioré (ou vont améliorer) l'utilité des opinions d'audit. Il souligne une certaine déception chez les investisseurs, le nouveau rapport ayant échoué à répondre à leurs attentes. Il commentera les différentes approches retenues dans le monde et rappellera que le FRC est le premier à avoir abordé les règles relatives aux rapports étendus en 2013.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Latest ICAEW Insights and Accountancy news - 23 septembre 2020

L'ICAEW réagit à la Redmond Review sur l'audit du secteur public

La Redmond Review propose de rationaliser le paysage réglementaire compliqué entourant l'audit public des collectivités locales, tout en renforçant concomitamment la gouvernance. Selon l'ICAEW, la proposition d'adjoindre un professionnel indépendant dûment qualifié pour intervenir aux côtés des comités d'audit locaux est particulièrement importante pour renforcer la supervision sur les équipes chargées de la gestion des finances et les auditeurs externes.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ICAEW News - 8 septembre 2020

L'ACCA souligne le rôle crucial des petits et moyens cabinets auprès des PME

L'ACCA a publié un rapport qui rappelle le rôle crucial des petits et moyens cabinets auprès des PME. Le rapport, qui repose sur les conclusions d'une quarantaine d'interviews menés auprès de responsables de petits et moyens cabinets du monde entier, examine notamment leur rôle auprès des établissements de bienfaisance et des organisations non gouvernementales et en matière d'inclusion et de culture financières, de développement durable et de déontologie.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE-SME Update - 23 septembre 2020